



Réseau des Femmes Leaders pour le Développement

PROFIL INSTITUTIONNEL 2026

Un réseau féministe panafricain qui fait des droits des femmes une réalité quotidienne.

670 organisations féministes et dirigées par des femmes dans plus de 35 pays africains, reliées par les données ouvertes, le plaidoyer continental, les subventions et la protection.

670

organisations membres

35+

pays africains

6

bureaux, siège à Accra

12

outils de données ouvertes

5

pays d'enregistrement

79,8%

des dépenses 2025 sur le terrain

SOMMAIRE

Le RFLD en bref	2
Notre façon de travailler	3
Six domaines d'intervention	4
Droits et représentation	5
Gouvernance, espace civique et protection	6
Justice économique et climatique	7
Fin des pratiques néfastes	8
Paix, sécurité et santé	9
Données ouvertes : le Centre DONUÈSÈ	10
Subventions	11
Résultats, recherche et voix	12
Gouvernance et redevabilité	13
Partenariat et contacts	14

LE RFLD EN BREF

Qui sommes-nous

Le RFLD est un réseau féministe panafricain de 670 organisations féministes et dirigées par des femmes dans plus de 35 pays africains. Nous relions les droits obtenus dans le droit continental aux communautés, aux parlements et aux budgets où ils se revendiquent. Les membres mènent le travail dans leurs communautés et le RFLD les soutient par les données, le plaidoyer, les subventions et la protection.

670

organisations membres

35+

pays africains

6

bureaux, siège à Accra

12

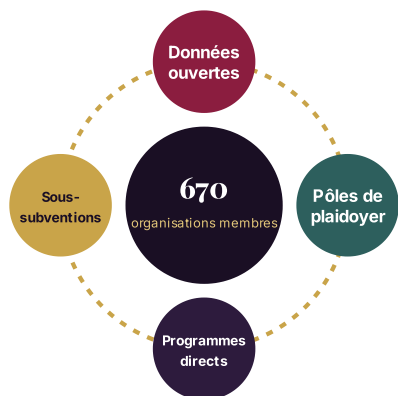
outils de données ouvertes

Informations clés

Dénomination	Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD)
Création	2013
Enregistrement	Organisation non gouvernementale enregistrée au Ghana, au Sénégal, au Bénin, au Nigeria et en Gambie
Siège	Africa Office, Nmai Dzorn, Adjiringano Rd, Eden Court, Accra, Ghana
Bureaux	Accra (Africa Office et siège), Porto-Novo et Dakar (pôles francophones), Banjul (liaison CADHP), Lagos (bureau Nigeria), Igolo (plateformes des membres et locales)
Réseau	670 organisations membres dans plus de 35 pays africains
Langues	Français et anglais, et portugais pour le Portefeuille de subventions pour l'Afrique
Statut continental	Statut d'observateur CADHP n°553/2017 ; membre du Groupe d'appui du Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits humains (résolution 602) ; membre de SOAWR
Dons américains	Équivalence NGOsource 501(c)(3) ; RFLD American Friends Fund chez Myriad USA
Redevabilité	Trois audits externes sans réserve consécutifs ; 79,8 % des dépenses 2025 sur le terrain ; Sceau de transparence Candid ; publication IATI
Direction	Gloria AGUEH, Directrice Afrique et Fondatrice ; Hélène WINSOU, Présidente du Conseil

NOTRE MODÈLE

Quatre fonctions, un seul réseau



Le RFLD fait tourner ces fonctions en un seul cycle. Chacune renforce les autres, et une subvention à un programme profite à tout le réseau.

- ✓ **Données ouvertes.** Douze outils gratuits montrent où les États tiennent leurs engagements et où ils reculent.
- ✓ **Pôles de plaidoyer.** Les preuves vont à la Commission africaine, à l'UA, à la CEDEAO et aux parlements.
- ✓ **Sous-subsidations.** Le FFAO et le Portefeuille de subventions pour l'Afrique financent les groupes de base.
- ✓ **Programmes directs.** PAWELE et BRAVE forment des leaders et des systèmes durables.

THÉORIE DU CHANGEMENT

Niveau 1

Des leaders individuelles

Femmes et filles acquièrent les compétences, la sécurité et les réseaux pour diriger.

Niveau 2

Des institutions solides

Les organisations de femmes se dotent des politiques, des finances et de la sécurité pour durer.

Niveau 3

Un changement systémique

Lois, budgets et normes évoluent, et les États rendent compte de leurs engagements.

NOS PRINCIPES

- ✓ **Porté par les membres.** Les membres fixent les priorités au sein de l'Assemblée générale.
- ✓ **Subventions fondées sur la confiance.** Des financements flexibles, avec un accompagnement intégré.
- ✓ **Bilingue par nature.** Le français et l'anglais rapprochent des mouvements souvent séparés.
- ✓ **Souveraineté des données.** Les données des partenaires leur appartiennent.
- ✓ **Mesure féministe.** Outcome Harvesting et changement le plus significatif, avec des tableaux de bord trimestriels.
- ✓ **Égalité de genre et inclusion.** Plus de 50{N}% de participation féminine et plus de 40{N}% des budgets vers des organisations dirigées par des femmes.

L'Afrique s'est dotée de l'un des droits des femmes les plus avancés au monde. Le RFLD existe pour le rendre réel dans la vie des femmes et des filles, avec les organisations qu'elles dirigent au centre.

CE QUE NOUS FAISONS

Six domaines d'intervention ancrés dans le droit africain

Chaque domaine s'appuie sur un instrument continental et se met en œuvre avec les membres les plus proches des femmes concernées.

Protocole de Maputo**Santé et droits sexuels et reproductifs**

L'autonomie corporelle selon les articles 2, 4, 5 et 14 du Protocole de Maputo, portée par BRAVE et les membres.

Charte africaine**Espace civique**

Libertés d'association, d'expression et de réunion dans la rue, au tribunal et en ligne, selon la Charte africaine.

Résolution 1325**Défenseures, paix et sécurité**

Protection des défenseures des droits humains et place des femmes dans la médiation, l'alerte précoce et le relèvement, selon la résolution 1325.

Agenda 2063**Justice économique et climatique**

Droit à la terre et à l'héritage, adaptation menée par les femmes, économie des soins et transition juste, selon les articles 19 et 21.

CADEG**Femmes au pouvoir**

Leadership politique des femmes avec PAWELE, suivi de la CADEG et veille législative en Afrique de l'Ouest.

Article 5**Fin des MGF et des mariages d'enfants**

Abandon des pratiques néfastes selon les articles 5 et 6, porté par les familles, les aînés, les leaders religieux et les survivantes.

Le socle juridique

Adopté en 2003 et ratifié par 44 des 55 États membres de l'Union africaine, le Protocole de Maputo est considéré comme l'un des traités les plus progressistes au monde sur les droits des femmes. Avec la CADEG (2007) et l'Acte additionnel de la CEDEAO sur l'égalité des droits (2015), il donne un cadre juridique à chacun de nos domaines. L'enjeu est la mise en œuvre, et c'est là que travaille le RFLD.

44

États de l'UA ont ratifié le Protocole de Maputo

55

États de l'UA suivis par le Pôle Protocole de Maputo

15

États de la CEDEAO dans la Plateforme législative

4

programmes phares dans les six domaines

01 Droits et représentation

Au RFLD, la santé et les droits sexuels et reproductifs et la participation politique des femmes forment un seul programme. Une femme qui ne peut décider de son corps ne peut pleinement participer à la vie publique, et les lois changent peu sans femmes là où elles s'appliquent.

DSSR

BRAVE: Bodily Rights And Violence Eradication

BRAVE forme des animatrices communautaires, soutient la recherche féministe et plaide pour l'application de l'article 14 du Protocole de Maputo.

- ✓ Supprimer l'exigence du consentement du conjoint pour la contraception
- ✓ L'accès à l'avortement sécurisé selon l'article 14(2)(c), en cas d'agression sexuelle, de viol et d'inceste et lorsque la grossesse met en danger la santé de la femme
- ✓ L'éducation sexuelle complète dans le cadre légal de chaque pays

Leadership

PAWELE: Pan-African Women's Empowerment for Leadership and Equality

PAWELE prépare les femmes à se présenter, à gagner et à gouverner, du conseil communal au parlement.

- ✓ Stratégie, financement, médias et sécurité de campagne pour les candidates
- ✓ Rédaction législative, travail en commission et contrôle budgétaire pour les élues
- ✓ Plaidoyer pour des lois sur la parité, dans la lignée de la loi sénégalaise de 2010 et des quotas dans la CEDEAO

Violences faites aux femmes

La boîte à outils juridique contre le cyberharcèlement (2026) et le plaidoyer pour la Convention 190 de l'OIT.

La dignité dans chaque programme

Une lecture anti-stigmatisation sur le VIH, l'infertilité, le handicap (article 23) et le soutien aux survivantes.

Les droits dans les langues locales

Le Protocole de Maputo en audio professionnel en haoussa, zarma, yoruba et goun.

CE QUE L'INVESTISSEMENT REND POSSIBLE

- ✓ **Le Baromètre de Maputo chaque année pour chaque État{N}**: un suivi public des 55 États et un appui aux rapports alternatifs.
- ✓ **Le plaidoyer BRAVE avec les membres{N}**: des campagnes nationales sur le consentement, l'éducation sexuelle et l'article 14.
- ✓ **Des cohortes PAWELE avant les élections{N}**: plus de candidates et des élues prêtes à légiférer.
- ✓ **Les droits dans plus de langues{N}**: de nouveaux enregistrements, des radios communautaires et des groupes d'écoute.

02 Gouvernance, espace civique et protection

Le RFLD prépare les femmes à diriger, donne à la société civile les données pour tenir les États à leurs engagements et protège les défenseuses des droits humains qui tiennent ce terrain.

Gouvernance

Veille législative

La Plateforme législative Afrique de l'Ouest et le Pôle CADEG, l'observation électorale sensible au genre et les contributions à l'EPU.

Gouvernance

Suivre l'argent public

Analyse budgétaire sensible au genre et suivi des dépenses avec la société civile et les parlementaires.

Gouvernance

Des médias qui rendent compte

Formation des journalistes et radios communautaires, et sécurité des femmes journalistes.

PROTECTION DES DÉFENSEUSES DES DROITS HUMAINS

- ✓ **Plaidoyer continental** au sein du Groupe d'appui du Rapporteur spécial{N}: déclarations orales, rapports alternatifs au titre de l'article 62 et rencontres avec les Rapporteurs spéciaux
- ✓ **Rapport annuel** sur les défenseuses en Afrique subsaharienne
- ✓ **Compendium africain de sécurité numérique**, avec plus de 110 défenseuses formées en 2026
- ✓ **Orientation** des défenseuses en danger vers Front Line Defenders, ProtectDefenders.eu, AWDF et les réseaux régionaux
- ✓ **Note politique** sur les jeunes défenseuses en Afrique de l'Ouest et au Sahel (2026)

NAFASI et CHARM Africa

Le RFLD est partenaire de deux consortiums financés par la Sida. Dans NAFASI (2026-2028), qui défend l'espace civique numérique africain, le RFLD pilote l'intégration du genre et la protection des défenseuses, et anime des lignes d'assistance en français et en portugais. CHARM Africa réunit société civile, médias et organisations de droits humains d'Afrique subsaharienne.

RÉSILIENCE ORGANISATIONNELLE DES MEMBRES

Politiques

Modèles de protection des données et de l'enfance, sauvegarde et codes de conduite.

Finances

Budget, rapports et préparation aux audits pour les premiers bénéficiaires.

Sécurité

Analyse des menaces, communications chiffrées et réponse aux incidents.

Continuité

Conseil d'administration, succession et échanges entre pairs.

03 Justice économique et climatique

Les Africaines cultivent une grande partie des terres du continent, gèrent l'eau et l'énergie des foyers et mènent déjà l'adaptation. Garantir leurs droits économiques est la voie la plus directe vers la résilience climatique. L'Afrique émet environ 3 à 4 % des gaz à effet de serre mondiaux et en subit une large part des effets.

Pilier 1

Terre, héritage et moyens d'existence

Réforme des règles coutumières d'héritage, titres conjoints, éducation juridique et parajuristes pour les veuves, agroécologie et coopératives de femmes, selon l'article 21.

Pilier 2

Justice climatique féministe

Alerte précoce en langues locales, cultures résistantes à la sécheresse, restauration des mangroves, récupération de l'eau de pluie et accès au financement des pertes et préjudices.

Pilier 3

Économie des soins et finance

Reconnaître, réduire et redistribuer le travail de soin non rémunéré, groupes d'épargne, crédit sur garanties mobilières et travail décent dans l'économie informelle, dont la Convention 189 de l'OIT.

Pilier 4

Transition juste et industries extractives

Cuisson propre et énergie renouvelable communautaire, consentement libre, préalable et éclairé, accords communautaires contraignants, l'eau comme bien public et place des femmes dans la pêche.

OÙ NOUS PLAIDONS

- ✓ **Négociations COP de la CCNUCC** avec les coalitions féministes africaines
- ✓ **Agenda 2063 de l'Union africaine** et Mécanisme africain d'évaluation par les pairs
- ✓ **Cadres de la CEDEAO** sur la terre, le commerce et le financement de l'adaptation
- ✓ **Articles 19 et 21 du Protocole de Maputo**, suivis dans 55 États

OUTILS ET VOIX

- ✓ **Budgétisation sensible au genre** (Ecojustice in Africa)
- ✓ **Plateforme Action climat** avec des données ventilées par sexe
- ✓ **Podcast Justice économique** (11 épisodes) et **podcast Justice de l'eau** (15 épisodes)

Ce que l'investissement rend possible

Des droits fonciers effectifs pour les veuves et les filles ; un financement climatique qui atteint d'abord les groupes de femmes via le FFAO ; des budgets qui comptent les femmes, grâce à la formation de la société civile et des parlements ; et des conditions équitables pour les communautés face aux projets miniers, pétroliers et énergétiques.

04 Fin des pratiques néfastes

En Afrique de l'Ouest, mères, pères, aînés, leaders religieux et anciennes praticiennes choisissent de mettre fin aux pratiques qui nuisent aux filles et aux femmes. Le RFLD appuie ces décisions, sur la base des articles 5, 6 et 20 du Protocole de Maputo et de l'Acte additionnel de la CEDEAO de 2015.

Mutilations génitales féminines

Environ 230 millions de filles et de femmes en vie aujourd'hui les ont subies (UNICEF).

Mariage d'enfants

Environ une jeune femme sur trois en Afrique subsaharienne a été mariée enfant (UNICEF).

Rites de veuvage

Isolement, remariage forcé et dépossession imposés aux femmes en deuil.

Repassage des seins

Aplatir la poitrine des filles pour cacher la puberté, avec des séquelles durables.

Servitude rituelle

Filles consacrées à des sanctuaires, le Trokosi dans des régions du Ghana et du Togo.

Préférence pour les fils

Favoriser les garçons pour l'école, la nourriture, les soins et l'héritage.

QUATRE PILIERS D'UN CHANGEMENT PORTÉ PAR LES COMMUNAUTÉS

Pilier 1

Dialogue communautaire

La méthode des Conversations communautaires, les rites de passage alternatifs et le maintien des filles à l'école.

Pilier 2

Leaders et alliés

Chefs traditionnels et reines mères, imams et pasteurs, anciennes exciseuses reconverties, pères et jeunes hommes qui refusent.

Pilier 3

Loi et application

Des lois conformes au Protocole, la formation de la police, des procureurs et des juges et l'enregistrement des naissances.

Pilier 4

Soutien aux survivantes

Orientation médicale, psychosociale et juridique et action d'urgence pour les filles en danger imminent.

Au-delà des frontières

Une coordination entre membres et forces de l'ordre sur les corridors Burkina Faso-Mali, Sénégal-Gambie et Ghana-Togo-Bénin, où des familles traversent la frontière pour échapper à la loi, et avec la diaspora lorsque des filles sont ramenées pendant les vacances.

Voix et preuves

Un podcast de 16 épisodes sur la fin des MGF, la campagne régionale Ending FGM in West Africa et le Baromètre de Maputo, rapport annuel bilingue sur la transposition des articles 5 et 6.

05 Femmes, paix et sécurité

Pendant les conflits, les femmes maintiennent les marchés ouverts et le dialogue entre les camps. Lorsqu'elles participent à un processus de paix, l'accord a 35 % de chances de plus de durer au moins 15 ans (Étude mondiale d'ONU Femmes, 2015). Ce travail s'appuie sur les résolutions 1325 et 2250 et sur les articles 10 et 11 du Protocole de Maputo.

Médiatrices

Formation à la négociation, à l'analyse des conflits et à la diplomatie de navette, et liens transfrontaliers.

Alerte précoce communautaire

Les femmes signalent les premiers signes de conflit pour que les autorités agissent avant la violence.

Survivantes de violences sexuelles liées aux conflits

Documentation pour les poursuites et orientation vers une aide médicale, psychosociale et économique.

Plans d'action nationaux

Un suivi citoyen pour que les plans FPS aient des lignes budgétaires et des plans locaux.

Relèvement et justice

Une justice transitionnelle qui traite les crimes genrés et un DDR sensible au genre.

Jeunes bâtisseuses de paix

Mentorat entre générations et place des jeunes dans les processus de paix.

06 Droit à la santé

La santé est le terrain où les droits des femmes se vérifient le plus directement. Le RFLD associe plaidoyer et données ouvertes pour montrer où les soins font défaut.

Santé maternelle et néonatale

Santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant en Afrique francophone, avec la Fondation David & Lucile Packard.

Données santé maternelle

Des données ouvertes pour les défenseurs et les décideurs.

Fin du paludisme

Données et plaidoyer qui placent femmes et enfants en premier.

Ma santé, mon droit

Un pôle interactif d'éducation aux DSSR pour les jeunes.

Ce que l'investissement rend possible

Un réseau de médiatrices en Afrique de l'Ouest et au Sahel, un parcours centré sur les survivantes du premier contact jusqu'à la justice, des plans d'action nationaux financés, une alerte précoce menée par les femmes et des données de santé utilisées pour combler les lacunes des soins maternels.

LA DONNÉE COMME INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

Le Centre de données DONNÈSÈ

Douze outils gratuits et bilingues qui permettent à la société civile, aux journalistes, aux parlementaires et aux étudiants de mesurer les États à l'aune de leurs engagements. Les données viennent des membres et des partenaires, sont structurées par le RFLD et rendues au public.

Pôle Protocole de Maputo

Ratification, transposition et mise en œuvre dans les 55 États de l'UA.

Pôle CADEG

Conformité des États à la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance.

Pôle Mécanismes de l'UA

Guides accessibles sur la Commission africaine, la Cour africaine et les organes de l'UA.

Plateforme législative Afrique de l'Ouest

Les lois sur les droits des femmes dans les 15 États de la CEDEAO.

Suivi des femmes en politique

La représentation des femmes dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest.

MOOC francophone des droits humains

Cours en ligne gratuit pour la société civile francophone.

Budgétisation sensible au genre

Outils de suivi budgétaire et références de politique fiscale.

Compendium africain de sécurité numérique

Protocoles ouverts de protection numérique des défenseuses et organisations.

Plateforme Action climat

Données climatiques ventilées par sexe et cas d'adaptation.

Ma santé, mon droit

Éducation interactive aux DSSR.

Données santé maternelle

Indicateurs de santé maternelle pour le plaidoyer.

Données paludisme

Indicateurs du paludisme sous l'angle du genre.

Collecter

Membres et partenaires rassemblent lois, budgets, cas et indicateurs dans leurs pays.

Structurer

Le RFLD vérifie, organise et traduit les données en français et en anglais.

Restituer

Les outils reviennent au public, libres d'usage et de citation, sans licence ni frais.

SUBVENTIONS

L'argent qui atteint la première ligne

Le RFLD redistribue des fonds par des systèmes audités et assume la charge de conformité, pour que les bailleurs atteignent des groupes qu'ils ne pourraient financer directement.

Fonds Féministe d'Afrique de l'Ouest (FFAO)

Pour la société civile féministe du Bénin, du Burkina Faso, du Cabo Verde, de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, du Liberia, du Mali, du Niger, du Nigeria, du Sénégal, de la Sierra Leone et du Togo. En français ou en anglais.

- ✓ **Action urgente**, jusqu'à 5 000 \$, toute l'année, décision en 5 jours ouvrables
- ✓ **Renforcement des capacités**, jusqu'à 20 000 \$
- ✓ **Plaidoyer**, jusqu'à 30 000 \$
- ✓ **Inclusion des groupes vulnérables**, jusqu'à 30 000 \$

Portefeuille de subventions pour l'Afrique

Ouverture en janvier 2027 pour les 55 États de l'UA, pour les organisations dirigées par et pour les femmes et les filles, les groupes vulnérables et les personnes handicapées. En français, anglais ou portugais.

Subvention	Montant	Durée	Objet
Upendo	25 000 \$	6 mois	Réponse rapide
Agojie	50 000 \$	12 mois	Renforcement des capacités
Sisonke	100 000 \$	24 mois	Construction de mouvements
Alafia	250 000 \$	24 mois	Plaidoyer politique
Dada	500 000 \$	24 mois	Structure régionale

NOTRE FAÇON DE SUBVENTIONNER

Confiance

Financement flexible et rapports allégés, y compris oraux.

Protection

Filtrage des sanctions et minimisation des données.

Accompagnement

Formation financière, sécurité, soutien psychosocial et mises en relation.

Inclusion

Parrainage fiscal des mouvements non enregistrés, au cas par cas.

DE LA CANDIDATURE AU FINANCEMENT

- ✓ **Présélection** de l'éligibilité et des pièces, sous 10 jours ouvrables après la clôture
- ✓ **Examen** par des praticiennes féministes régionales et des experts, en trois à quatre semaines
- ✓ **Diligence raisonnable** proportionnée au montant
- ✓ **Décision** du Comité des subventions du FFAO, avec un retour écrit à chaque candidate

CRITÈRES DE NOTATION

Alignement stratégique	25 %
Qualité du projet	25 %
Capacité organisationnelle	20 %
Potentiel d'impact	20 %
Maîtrise des risques	10 %

RÉSULTATS, RECHERCHE ET VOIX

Ce que le réseau réalise et publie

110+

défenseuses
formées à la
résilience
numérique et au
plaidoyer en 2026

42

épisodes de
podcast sur la
justice économique,
l'eau et les MGF

4

langues locales
pour le Protocole
de Maputo en audio

12

outils du Centre de
données DONÛESÈ

PUBLICATIONS

- ✓ **Les défenseuses des droits humains en Afrique subsaharienne**, rapport annuel (2025)
- ✓ **Boîte à outils juridique contre le cyberharcèlement** (2026)
- ✓ **Note politique sur les jeunes défenseuses** en Afrique de l'Ouest et au Sahel (2026)
- ✓ **Baromètre de Maputo**, rapport annuel bilingue
- ✓ **Plan stratégique 2023-2028**
- ✓ **Rapport annuel 2025**, avec les comptes audités

RECONNAISSANCE ET COUVERTURE

- ✓ **Résolution 602 de la CADHP**, qui nomme le RFLD au Groupe d'appui sur les défenseurs
- ✓ **Profil ReliefWeb** de l'OCHA des Nations unies
- ✓ **Membre de SOAWR**, coalition pour le Protocole de Maputo accueillie par Equality Now
- ✓ **Alliance Magazine**{N}: l'état du financement féministe en Afrique de l'Ouest francophone
- ✓ **CHARM Africa**{N}: le rôle du RFLD pour porter la voix des femmes
- ✓ **CIB Plus Web TV**{N}: renforcement des partenaires et plaidoyer (2024)

PODCASTS ET AUDIO

Justice économique

11 épisodes sur les politiques inclusives, le travail décent et la macroéconomie féministe.

Justice de l'eau

15 épisodes sur les inégalités d'accès, les coalitions et le contrôle démocratique de l'eau.

Fin des MGF

16 épisodes sur la loi, le dialogue, les hommes et la protection de l'enfance.

Protocole de Maputo en audio

Lu en haoussa, zarma, yoruba et goun.

Pour les journalistes et les chercheurs

Des porte-parole sont disponibles en français et en anglais sur le droit des femmes, les DSSR, la sécurité numérique des défenseuses, le financement féministe et la société civile africaine. Le Centre de données se cite gratuitement et le dossier de presse est sur rflgd.org/press-kit. Contact presse: admin@rflgd.org.

GOUVERNANCE ET REDEVABILITÉ

Gouverné par ses membres, vérifié par d'autres

Niveau 1

Assemblée générale

Les membres du RFLD. Elle fixe les orientations et élit le Conseil.

Niveau 2

Conseil d'administration

Supervision de la stratégie, des finances et de l'éthique, avec trois comités.

Niveau 3

Direction exécutive

Pilotage quotidien, programmes, finances et conformité dans les six bureaux.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

- ✓ **Hélène WINSOU**, Présidente
- ✓ **Ruth ADANDE**, Vice-Présidente
- ✓ **Bertille MOUKAKI Tabiyi**, Secrétaire générale
- ✓ **Jeannine BOSSOU**, Trésorière et Présidente du Comité des finances
- ✓ **Colette KPOSSOU**, Organisatrice
- ✓ **Hannah Forster**, Administratrice indépendante

DIRECTION

- ✓ **Gloria AGUEH**, Directrice Afrique et Fondatrice
- ✓ **John GBENAGNON**, Directeur de la Stratégie et du Développement
- ✓ **Gogo Ashifie**, Responsable régionale des finances

REDEVABILITÉ FINANCIÈRE

- ✓ Trois audits sans réserve consécutifs, dont 2024 et 2025
- ✓ 79,8 % des dépenses 2025 affectées aux programmes de terrain
- ✓ Équivalence NGOsource, Sceau Candid et publication IATI

QUATORZE POLITIQUES INSTITUTIONNELLES RATIFIÉES, DONT

Statuts

Charte de gouvernance du Conseil

Politique de sauvegarde et PSEAH

Lutte contre la corruption et conflits d'intérêts

Gestion des risques

Conformité bailleurs et gestion des subventions

Sous-subventions et gestion des partenaires

Passation des marchés

Ressources humaines

Diversité, équité et inclusion

Sécurité numérique et gestion de l'information

Signalement confidentiel

Les préoccupations de sauvegarde et d'intégrité se signalent en toute confidentialité à integrity@rflgd.org ou sur le portail sécurisé rflgd.org/rfld-report.

Documents sur demande

Statuts, comptes audités, Charte de gouvernance et politiques sont transmis aux bailleurs dans le cadre de la diligence raisonnable par finance@rflgd.org.

BAILLEURS ET PARTENAIRES

Sida

GIZ / BMZ

Fondation David & Lucile Packard

Foundation for a Just Society

AmplifyChange

African Women's Development Fund

CIVICUS

Hivos

CIDH Africa

DefendDefenders

Le RFLD copréside le Conseil consultatif du programme SEA-T de la GIZ/BMZ en 2026 et participe aux consortiums CHARM Africa et NAFASI.

COMMENT INVESTIR

Choisissez l'ampleur de votre partenariat

Partenariat thématique

Dès 500 000 \$ US

Un soutien pluriannuel à un domaine, avec un cadre de résultats partagé.

Soutien de base au FFAO

Dès 2 millions \$ US

Des sous-subsventions flexibles dans 15 pays, dont l'Action urgente.

Partenariat stratégique

5 millions \$ US et plus

Un soutien au Plan stratégique 2023-2028 dans les six domaines.

Les dons individuels sont bienvenus sur rflgd.org/donate-to-rfld. Les donateurs américains peuvent passer par un fonds de dotation (DAF) ou le RFLD American Friends Fund chez Myriad USA.

PARLEZ AUX PERSONNES QUI DÉCIDENT

Gloria AGUEH

Directrice Afrique et Fondatrice

Partenariats stratégiques, dons institutionnels et engagements pluriannuels.

agueh.dossi@rflgd.org

John GBENAGNON

Directeur de la Stratégie et du Développement

Partenariats flexibles, subventions thématiques et nouveaux bailleurs.

gbenagnon.john@rflgd.org

Gogo Ashifie

Responsable régionale des finances

Comptes audités, conformité, certificat NGOsources et documents de gouvernance.

finance@rflgd.org

Équipe des programmes

Collaboration programmatique

Collaboration avec les membres, recherche et candidatures.

programs@rflgd.org

Un court message présentant qui vous êtes et ce que vous envisagez suffit pour commencer.

Africa Office, Accra, Ghana
rflgd.org · admin@rflgd.org